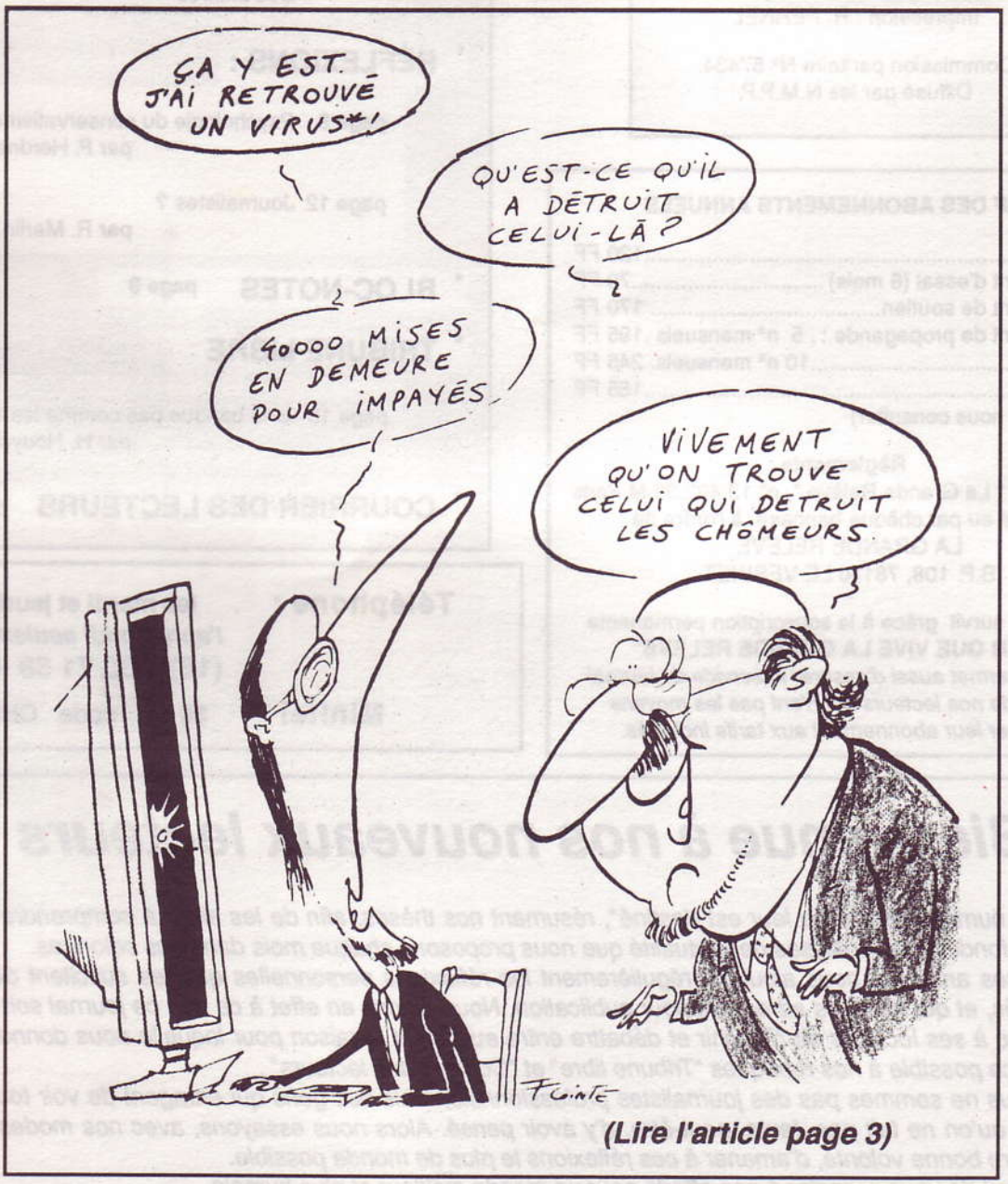
M 1669 - N° 910 - 12 F - Avril 1992 - ISSN 0398 - 2076

LA GRANDE RELÈVE

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN



(Lire l'article page 3)

(*)un virus, en informatique, est capable de détruire l'information qui est en mémoire.

M 1669 - 910 - 12,00 F

AU SOMMAIRE DE CE N° 910 :

* **ÉDITORIAL :**

page 3 Enfonçons le clou, par J.-P. Mon.

* **ACTUALITÉ :**

page 4 Salaires : France-Europe , par A.Prime.

page 5 Lu, vu, entendu.

page 7 Des projets de contrats civiques par M.-L. Duboin.

Des chiffres

* **RÉFLEXIONS :**

page 8 Psychologie du conservatisme-1, par P. Herdner.

page 12 Journalistes ? par R. Marlin.

* **BLOC-NOTES** page 9

* **TRIBUNE LIBRE** :

page 10 Une banque pas comme les autres, par H. Nouyrit.

* **COURRIER DES LECTEURS** page 14

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Recherche et documentation :
René MARLIN

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME

*

Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis
par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.

*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France .....120 FF
Abonnement d'essai (6 mois) .....70 FF
Abonnement de soutien..... 170 FF
Abonnement de propagande : . 5 n° mensuels .195 FF
.....10 n° mensuels. 245 FF
Etranger.....155 FF
(Par avion, nous consulter)

Règlements :
par C.C.P. " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVE
B.P. 108, 78110 LE VESINET

*

Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

Téléphone : **les mardi et jeudi,**
l'après-midi seulement,
(16) 1 30 71 58 04.

Minitel : **36 14 code CHEZ*REIN.**

Bienvenue à nos nouveaux lecteurs !

Un numéro hors série leur est destiné, résumant nos thèses, afin de les aider à comprendre sur quelles bases sont fondées les analyses de l'actualité que nous proposons chaque mois dans nos colonnes.*

A ces analyses nous ajoutons régulièrement les réflexions personnelles qu'elles suscitent de la part de nos abonnés, et qui nous les adressent pour publication. Nous tenons en effet à ce que ce journal soit une tribune qui permette à ses lecteurs de réfléchir et débattre entre eux, c'est la raison pour laquelle nous donnons aussi le plus de place possible à nos rubriques "Tribune libre" et "Courrier des lecteurs" .

Nous ne sommes pas des journalistes professionnels, mais des gens qui enragent de voir tout ce qui est possible et qu'on ne fait pas, faute, peut-être, d'y avoir pensé. Alors nous essayons, avec nos modestes moyens et toute notre bonne volonté, d'amener à ces réflexions le plus de monde possible.

Merci de vous associer à nos efforts pour un monde meilleur et plus humain.

La directrice du journal.

_____

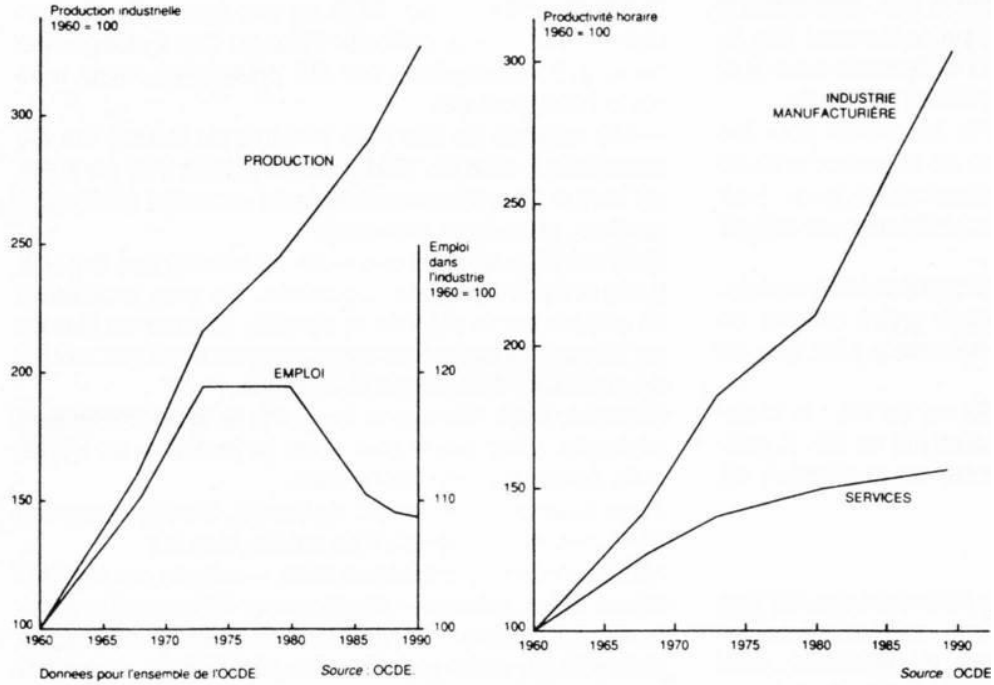
* Nous l'offrons à nos nouveaux abonnés et l'envoyons sur demande aux lecteurs intéressés.

Voir en page 16 la liste des ouvrages et documents qui sont disponibles, parmi ceux que nous avons publiés.

Enfonçons le clou

par J.-P. Mon

Nous expliquions dans la Grande Relève du mois dernier pourquoi il était vain d'espérer réduire le chômage, dans les pays industrialisés, en mettant en application le tristement célèbre "théorème de Schmidt" suivant lequel *"les profits d'aujourd'hui créent les investissements de demain qui permettront les emplois d'après demain".* Nous montrions aussi que la croissance ne pouvait apporter qu'un soulagement momentané, à condition encore qu'elle soit forte. Les courbes que nous donnons ci-dessous illustrent, s'il en était besoin, la dramatique inanité des remèdes proposés.



Ne soupçonnant pas l'OCDE d'être une adepte fervente de l'Economie Distributive, il doit maintenant être clair pout tout le monde que l'on est capable de produire de plus en plus de biens avec de moins en moins de personnes. Si donc on ne solvabilise pas, par autre chose qu'un salaire, les gens écartés de la production, il devient impossible d'écouler les biens fabriqués. D'où la crise, etc…

Mais peut-être y en a-t-il parmi vous qui croient encore en la vertu de la création de services pour sortir de la crise ? Qu'ils n'y comptent pas!

Si, effectivement, jusqu'à présent, les services se sont révélés être de grands créateurs d'emplois, ce sont aussi, très souvent, des emplois qui dépendent directement de l'activité industrielle. Qui plus est, si l'on excepte les transports, les télécommunications et les banques, où les salaires sont à peu près comparables à ceux de l'industrie, la "tertiarisation" c'est la paupérisation (Rapport annuel de l'OCDE sur l'emploi - 1986) : Par exemple, aux Etats-Unis, le revenu hebdomadaire brut moyen dans les services privés est d'un tiers inférieur à celui du secteur manufacturier. La moitié des huit millions d'emplois créés aux Etats-Unis entre 1980 et 1986 sont rémunérés à 60% des salaires perçus en moyenne dans l'industrie. Si l'on excepte le secteur financier, en 1988 (et ça n'a pas dû s'arranger en 1991, bien au contraire) les revenus complémentaires (contributions aux retraites, intéressement, assurances sociales complémentaires, bonus, primes…) dont bénéficient les salariés de l'industrie sont en moyenne plus élevés d'un tiers que dans les services. Et celà n'est pas un phénomène typiquement américain. Il en est ainsi dans pratiquement tous les pays de l'OCDE depuis 1960. C'est ainsi que dans l'ex- RFA les rémunérations dans le commerce sont de 22% inférieures à celles de l'industrie, en Suède l'écart est de 27%, au Canada de 37%. Autrement dit, si les services offrent des possibilités d'emplois, ce qui est toujours intéressant pour les statistiques du chômage, ils ne fournissent que peu de revenus. Selon le Président de la Chase Econometrics *«la faible capacité des services à générer des revenus élevés et croissants sera un des principaux obstacles à la croissance dans les années 90».* Si l'on ajoute à celà que la productivité des services est très faible devant celle de l'industrie manufacturière (voir courbes ci-dessus) et donc susceptible de beaucoup progresser, il faut s'attendre d'abord à une stagnation de l'emploi dans les services puis à de nombreux licenciements, comme dans l'industrie. Autrement dit, on va assister à une nouvelle diminution du pouvoir d'achat dans un contexte de croissance. Si les gouvernements s'obstinent à ne pas vouloir augmenter les "revenus de transfert", on va retrouver **"la misère dans l'abondance"** des années 30. Kou l'ahuri est malheureusement toujours d'actualité…Les vieux remèdes ne marchant plus, il faut en trouver de nouveaux. Ceux que nous proposons impliquent un changement total de la nature de la monnaie. C'est une véritable révolution qu'il nous faut accomplir, en ce sens qu'il nous faut revenir presque aux origines de la monnaie, lorsqu'elle était émise et gérée par les Etats, avant le XIIIéme siècle. Nous allons essayer, dans les prochains numéros de la Grande Relève d'extraire la monnaie du nuage de mystères qui l'entourent.

Salaires : France-Allemagne

par André PRIME

Il y a ceux qui ont compris et ceux qui n'ont rien compris.

En Allemagne, le puissant syndicat de la métallurgie IG Metall (2.500.000 adhérents pour 4 millions de salariés) annonçait bruyamment, fin 1991, ses revendications pour 1992 : +10,5%. Il était bientôt suivi par la DBB, qui représente 1,8 million de fonctionnaires et l'OTV, services publics, banques, transports…

Après des semaines de négociations, d'innombrables rencontres, des mises en garde et des marchandages prévisibles, l'accord s'est fait le 3 février, en ce qui concerne la métallurgie, autour de 6,35%. Le patronat était parti de 3,4%, puis montait à 5,3. Les parties n'étant pas stupides, on savait, probablement dès le départ, qu'on s'acheminait vers un compromis entre 6 et 7%. Et le "la" était donné pour les autres syndicats.

En 1991, l'inflation a été de 4,2%, les profits pour les entreprises de 7%, l'augmentation de la productivité de 2%, celle des salaires de 6,7% (donc +2,5% de pouvoir d'achat). Tout cela est parfaitement cohérent, en régime marchand du moins.

Le patronat savait jusqu'où il pouvait aller sans crainte. Il n'a pas voulu risquer une longue grève comme en 1984, grève qui lui aurait coûté beaucoup plus que ce qu'il a concédé(1).

L'inflation prévisionnelle pour 1992 est de 4% ; la croissance de 2% et la hausse de productivité de 2%. A nouveau cohérence, adéquation entre augmentation du pouvoir d'achat et production.

*

Par contre, la France, frileuse et pleurnicharde, de nos dirigeants et industriels, invoque sans cesse la puissance de l'Allemagne, sa dangereuse compétitivité, pour freiner les revendications salariales. Hypocrisie ou incompétence, c'est prendre le problème à l'envers. *Le Monde* du 15 janvier titrait:"poussée des salaires en Allemagne" et celui du 23 janvier: "coup de frein salarial (en France)" : par exemple, + 0,6% au troisième trimestre 1991 pour 0,8 pour les prix. *"Sans compter,* rappelle Le Monde, *une ponction de 0,9% le 1er juillet en raison de la hausse de la cotisation salariale d'assurance maladie".* Ajoutons : et la CSG, laquelle, de surcroît, (les Français l'auront constaté) est réintégrée dans la déclaration d'impôts. Un comble !

Mesurée sur 12 mois, la hausse globale des salaires a été de 4,1% pour une inflation de 3,1%. Avec les ponctions rappelées ci-dessus, le pouvoir d'achat est donc en baisse, sans compter celui, brutal, des 3 à 400.000 chômeurs supplémentaires. L'augmentation de la production n'a été que de 1% (nulle au 4ème trimestre). Comment peut-on espérer que "les affaires marchent" lorsque le pouvoir d'achat du plus grand nombre stagne ou est en baisse, les gains de productivité, non partagés, à l'opposé de l'Allemagne.

L'autosatisfaction, ("l'enflure" comme dit, paraît-il, Edith Cresson) du Pinay de gauche de Bercy, en ce qui concerne notre performance d'inflation en 1991 (*"mieux que l'Allemagne"*, pensez-donc !) est bien caractéristique d'une vue étroite de l'économie.

Et pourtant, l'Allemagne a dû faire face aux grands problèmes posés par la réunification. :

—chômage : 17%, sans compter les très nombreux travailleurs à mi-temps ou en formation(2)

—production : chute de 25% en 91, presque autant en 90. Elle devrait remonter de 10 à 18% en 92. L'Allemagne compte de 10 à 12 ans pour transformer l'économie planifiée de l'ex- RDA en une économie de marché comparable à celle de l'Ouest. Car la casse est rude: 3000 entreprises ont été privatisées, mais il en reste 7000 à vendre.

—140 milliards de DM (480 milliards de francs) ont été transférés à l'Est en 1991 ; on en prévoit 175 en 1992. 40 iront à l'investissement, le reste au social (chômage, salaires, allocations diverses).

Qu'il soit bien compris que nous ne faisons pas le panégyrique de l'Allemagne capitaliste. De gros problèmes se posent sur le plan de la société, comme en France ou ailleurs. Simplement nous comparons deux modes de gestion de l'économie marchande.

Du reste, si en Allemagne les gains de productivité sont partagés, c'est avant tout sous la pression de syndiqués nombreux, unis, donc forts.

Autre avantage : le temps de travail, bientôt ramené à 35heures,sans diminution de salaire,bien sûr.

Nos économistes ont bonne mine —relayés par les politiques et les patrons— de dénoncer l'Allemand comme le mauvais élève: *"LANTERNE ROUGE : l'Allemagne présente les coûts salariaux les plus élevés du monde occidental(3)* ", titrait la Tribune de l'Expansion. Offrons lui un bonnet d'âne.

En 1984, en Allemagne, le passage dans la métallurgie aux 38h30 avait permis de créer 100.000 emplois. Nous, avec nos blocages salariaux, nous nous retrouvons à fin février 1992 avec 2.965.617 chômeurs (+ 12% en un an). Et que fait le gouvernement ? Il réunit 650 hauts fonctionnaires pour célébrer une grand-messe-chômage au Creusot. Pour creuser enfin la question ?

Non, vraiment, ils n'ont rien compris. Il n'y a pas qu'à Albertville que l'Allemagne nous écrase. Il y a à tout cela des raisons objectives qui n'ont que faire d'incantations.

————

(1) La bataille sera plus rude chez les fonctionnaires, car chaque point concédé coûte 3,5 milliards de DM à l'Etat.

(2) Quatre millions d'emplois ont été détruits en deux ans sur dix millions.

(3) Coût salariaux horaires en francs : Allemagne, 148.; France, 122 ; Japon, 109.; Etats-Unis, 106.; Royaume-Uni, 93 (et c'est là que précisément il y a le plus de chômage).

"Le salaire au mérite est périmé"

L'Express a publié sous ce titre, le 14 novembre dernier, l'avis d'un expert : il s'agit de Yves Lasfargue, directeur du Centre de Recherches de l'Institut Français de Gestion, auteur du rapport du Conseil Economique et Social sur **"l'Avenir de la robotique",** membre du Conseil d'Administration de l'INRIA et du Conseil Scientifique de l'Ecole Centrale de Lyon. Il est interviewé par un journaliste :

L'Express : *Quels changements de fond devrait entraîner l'émergence des usines du futur?*
Yves Lasfargue: *Avec l'automatisation et l'intégration, la relation "un homme, une machine" fait place à un rapport "une équipe, un système". La principale conséquence sera au niveau des rémunérations. Actuellement, elles sont encore très individualisées. Il va falloir trouver autre chose. D'abord, le principe d'un paiement proportionnel au temps de travail est obsolète. Dans un univers de plus en plus automatisé, c'est la machine qui produit, pas l'individu. En fait, l'opérateur, lui, est surtout actif pour corriger les défaillances ou réparer les pannes. Dans ces conditions, continuer de payer au temps de travail, cela peut avoir un effet pervers —en poussant, en quelque sorte à la panne.*
L'Express : *Quelle alternative ?*
Yves Lasfargue: *Il faut trouver une formule pour rétribuer soit au temps de disponibilité, soit au temps de "préoccupation". On y vient petit à petit. (...) Reste que, si l'on a appris à gérer ainsi 1% de l'effectif, c'est beaucoup moins évident quand on veut rémunérer de cette façon 50% des salariés.*
L'Express : *Les notions de responsabilité de l'encadrement et de hiérarchie s'en trouveront-elles profondément modifiées?*
Yves Lasfargue: *(...) Dans les entreprises automatisées, la responsabilité n'est plus uniquement celle du concepteur ou du directeur, mais, souvent, celle de l'équipe d'exploitation, des techniciens et des opérateurs. A terme, dans l'échelle des salaires, la responsabilité des opérateurs devrait être reconnue. Aujourd'hui, il n'y a guère qu'un métier de ce type mieux payé que le PDG: les pilotes de ligne. Ils sont l'avant-garde des opérateurs de demain.*
L'Express : *Et la hiérarchie ?*
Yves Lasfargue: *...Dans une structure de dépannage, la pyramide hiérarchique doit être très plate. La hiérarchie est fondée sur l'expertise, la compétence, et beaucoup moins sur la transmission d'ordres, le commandant. Hier, l'objectif était de faire travailler les autres; désormais, le savoir-faire en temps réel va compter de plus en plus. Voilà pourquoi la notion de salaire au mérite me paraît périmée. Elle repose sur la notion fausse que la production d'une équipe est la somme de la production des individus. or il y a toute une série de phénomènes de synergie dont il faut tenir compte …*

(envoi de M.S., Grez-Neuville)

L'espérance

«L'espérance est un risque à courir», écrivait Bernanos. Le Monde du 29 janvier rapportait ces réflexions de Mitterrand:
«La révolution technique formidable, induit un temps d'adaptation … La question du plein emploi ne se pose plus comme il y a vingt ans.…Je constate, j'essaie de corriger, je ne vaticine pas … L'amélioration de la situation économique influera … mais, ***paradoxalement, la bonne santé économique produit du chômage, frappe les hommes...****»*
Nous n'avons pas résisté à la tentation de démystifier le "paradoxe": nous avons envoyé au Président la plaquette "Un socialisme à visage humain". Voici la réponse de ses services: "Le Président de la République a pris connaissance de votre lettre et m'a chargé de vous en remercier .L'analyse que vous faites dans votre plaquette est effectivement utile à la réflexion et à l'action. Je vous prie, etc.". "Dieu" L'entende !
Les cadres et le chômage *En 1991, le chômage des cadres a augmenté de 33,6% contre 11,8% pour la moyenne des salariés. On compte 130.000 cadres sans emploi, soit 35.000 de plus qu'il y a un an.*
Et oui, Monsieur le Président, "paradoxalement la bonne santé économique produit du chômage" même chez les cadres.

***

Les cerveaux nucléaires de la CEI

Ces cerveaux inspirent presque plus de craintes aux occidentaux que l'arsenal nucléaire lui-même de l'ex-URSS. C'est que des milliers d'ingénieurs de haut niveau vont être "libérés". *"La Lybie fait des offres à des spécialistes russes du nucléaire"* titrait un article du Monde du 10 janvier. A des fins pacifiques, précisait l'article!
S'il n'y avait que la Lybie ! Dans la CEI, il n'y a pas que les athlètes qui restent "dangereux", comme on l'a vu aux jeux olympiques.

***

Cheval de Troie

L'accord négocié en juillet 91 entre la CEE et le Japon, destiné à protéger les constructeurs automobiles européens des importations japonaises, va être rapidement tourné. En effet, la limitation à 1,2 millions d'unités produites par les transplants (usines japonaises d'Europe) ne relevant que d'un accord verbal (aussi incroyable que cela paraisse), les Japonais vont accroître leur production automobile en Angleterre: ainsi Nissan va produire 300.000 voitures dès 1992 dans son usine de Sunderland, et Toyota et Honda vont accélérer leurs implantations européennes. Merci Thatcher !

***

Gorbatchev à nouveau Président

Gorbatchev est Président…du "**Fonds international de recherche socio-économique et politique"** qu'il a créé. En somme, il avoue indirectement que, de 1985 à fin 1991, il a mis la charrue avant les bœufs; qu'il a tout fait à l'envers. C'est avant (ou au moins pendant) sa présidence à la tête de l'URSS qu'il fallait réfléchir.
Il est vrai qu'il ne manquera pas de brillants cerveaux pour sa recherche : après avoir reçu H. Kissinger, Gorbatchev espère accueillir dans son Fonds (international, il est vrai) Ronald Reagan et Margaret Thatcher, champions du libéralisme sauvage, de la réglementation. Excellentes recrues !
On comprend mieux aujourd'hui le gâchis qu'il laisse derrière lui. Mais il va faire des tournées dans le monde et on le paiera sûrement très cher, comme Reagan, Barre, Giscard, Schmidt, Nixon,...

***

Bush bat la campagne…présidentielle

C'est curieux comme les idées viennent aux politiques en campagne électorale! Alors que toutes les études montrent l'état déplorable de l'économie américaine (nouvelle baisse de la production de 0,9% en janvier), Bush déclarait le 15 janvier: "les Etats-Unis sont maintenant prêts pour une véritable reprise économique".
Les 300.000 salariés ayant perdu leur emploi en décembre 1991, s'ajoutant aux 2.300.000 depuis la récession de mai 1990, apprécieront ce bel optimisme et voteront, espérons-le, en conséquence.

***

Un président "virtuel" qui défrise…

«La vie politique est vulgaire. Elle pourrit. Aucun de mes fils ne fera de politique et c'est heureux. Moi, si je continue, c'est parce que je ne suis plus tout jeune»
Ces propos ont été tenus par M. Rocard devant les journalistes, d'après Libération du 24-2-92

***

Le beau monde

Robert Maxwell a pillé les caisses de retraite de ses employés pour la modique somme de 4,3 milliards de francs. Quatre banques françaises se sont fait piéger, sans rien voir (on se demande pourquoi leurs dirigeants sont payés si cher) pour des prêts à Maxwell de 3,4 milliards de francs : Crédit Lyonnais, BNP, Parisbas, Société Générale. Feront-elles payer leurs pertes à leurs clients français?
On pense à la chanson de Bécaut: "Tu as volé, as volé, as volé...l'orange!"

(d'après La Tribune de l'Expansion du 27-2-92)

Safrane

La clientèle européenne de voitures "haut de gamme" représente quelque 1.800.000 d'acheteurs. Les Allemands comptent pour près de la moitié, avec essentiellement des Mercédès et BMW. La part européenne de la R25 était tombée de 6,2 en 1986 à 2,8% en 1991. Renault a investi 8 milliards pour créer la Safrane. La tôlerie est automatisée à 92% contre 45% pour la R25 (des emplois en moins). Le temps de fabrication est passé de 34 heures à 26 heures (20 au Japon). Bravo. Renault va-t-il partager ces gains de productivité? Peu probable: compétitivité d'abord.

A.P.

***

Salaire minimum

Le SMIC vient d'être augmenté et s'élève à 5.600F par mois. Sait-on que désormais les fonctionnaires du bas de l'échelle touchent **moins** que le salaire minimum ?

***

Salaires pas minimum

A propos, avez-vous une idée de ce que gagne un PDG américain ou japonais ? Non, eh bien *Business week* soulève une partie du voile. Dans les plus grandes sociétés américaines, le salaire annuel **moyen** d'un PDG est évalué à 3,2 millions de dollars (environ 150 millions de centimes par mois), et ils disposent en plus d'avantages en nature, avions de fonction par exemple.
Les PDG japonais gagnent moins, les sociétés par actions n'y sont pas tenues de révéler leurs salaires, et elles s'en gardent, comme si cela ne regardait ni les actionnaires ni le public… Cependant, un porte-parole de la société Nissan estimait que son PDG était pratiquement au sommet de l'échelle avec 640.000 dollars en 1990 (30 millions de centimes mensuels), celui de Honda moteurs a gagné autant, tandis que celui de Toyota a empoché 37,5 millions de centimes par mois. Autres salaires mensuels : 18,7 millions pour le Président de la Banque du Japon, 30 pour le PDG de NEC.
Mais ces malheureux ont des compensations en nature. Le PDG de Nissan, par exemple, cité ci-dessus, bénéficie d'une maison gratuite à Tokyo qui coûte 550.000 F par an à la société. Certains sont inscrits gracieusement à un club de golf (coût 2.750.000F par an) et tous, évidemment, disposent d'une voiture de fonction avec chauffeur.
Le PDG d'une société de conseil japonaise, spécialisée dans les ressources humaines, estimait cependant il y a peu, que les patrons nippons sont sous-payés !

(chiffres publiés par *Courrier International*)

DES PROJETS DE CONTRATS CIVIQUES.

Dans un article à propos du contrat civique, publié par l'hebdomadaire *"La Chôme"*, je demandais si, dans l'hypothèse où les moyens leur seraient procurés, des lecteurs-chômeurs avaient des "idées", des projets…non offerts à eux sur le marché. Il s'agissait de montrer que les activités utiles ne se limitent pas à celles qui sont proposées par les employeurs et qu'il peut en exister auxquelles personne ne pense parce que le système actuel ne permet ni de les révèler, ni de les financer.

Deux lettres intéressantes sont parvenues à *"La Chôme"* en réponse à maquestion.

L'une provient d'une sociologue, docteur en Santé Publique, qui, avec quinze ans d'expérience en socio-économie, aimerait pouvoir se consacrer, auprès d'associations ou de collectivités locales, à des missions d'études sur les besoins des populations et le partenariat, dans un but de réinsertion ou de promotion humaine. Après avoir participé à différents projets d'aide humanitaire à l'étranger (elle parle anglais et l'arabe égyptien), côtoyé les "sans domicile fixe" et la "Maison de Nanterre", elle aimerait aider des individus en difficulté (RMIstes par exemple) à bâtir un projet, à s'exprimer, à élaborer avec eux des études qualitatives de besoins, en vue de les rendre co-partenaires de projets de développement.

Son offre et son témoignage sont un formidable argument en faveur du contrat civique. Elle explique en effet que l'expérience lui a appris quel décalage il y a entre "la vision des acteurs sociaux" et les désirs des intéressés, et combien cette non-concordance engendre d'échecs. Elle démontre l'importance de l'expression, par les intéressés, de leurs propres besoins et propose une méthode d'accompagnement social respectant parfaitement l'être humain.
Voila quelqu'un à qui on aimerait voir confier la mise en place du Contrat Civique !

L'autre lettre venait d'un demandeur d'emploi de Strasbourg qui propose son idée *"pour contribuer à la baisse du chômage"*: Il s'agit d'envoyer 10.000 demandeurs d'emplois travailler pendant quatre ans à la rénovation des maisons de campagne abandonnées, comme il y en a des centaines de milliers en France. Sa proposition est chiffrée et prévoit qu'à l'issue de ces quatre ans de travail, chacun des participants sera propriétaire d'une de ces maisons rénovées et disposera d'une certaine somme d'argent…
Le problème que n'a pas abordé ce lecteur est : de quoi vivront ensuite ces "rénovateurs de maisons" aujourd'hui abandonnées pour une raison qu'il n'a pas analysée ?

M-L DUBOIN

des chiffres

Suppressions d'emplois

SAS.**:** *La compagnie aérienne va supprimer 3900 emplois sur 20.000 en 1992 (près de 20%). 700 millions de francs de pertes en 1990, un milliard dans le premier semestre 1991.*
Vive la dérèglementation !

***

Jacques Mellick, Secrétaire d'Etat à la Défense, annonce le 14 janvier *: "De nombreuses entreprises d'armement seront conduites à diminuer leurs effectifs dans les prochains mois, dans les prochaines années" .*
Probablement 18.000 postes dès 1992. On fabrique tout de même, pour commencer, 800 chars Leclerc, coût 30 millions pièce, soit 300 à 500 appartements de qualité, pour la construction desquels l'argent manque au budget.
Par ailleurs, l'entreprise Sextant-Avionique supprimera, d'ici 1993, 1556 emplois, conséquence d'un "plan d'amélioration de la compétitivité" (sic)

A.Prime

Industrie mécanique en France

Psychologie du conservatisme - 1.

par Pierre HERDNER

Le conservatisme se manifeste dans les trois domaines de l'éthique, de l'intellect et de l'idéologie.
La composante éthique se définit par des jugements de valeur et elle est sous-tendue en grande partie par des motivations d'ordre affectif.
La composante intellectuelle est le mode de pensée propre aux conservateurs, leur logique, leur manière d'aborder les problèmes. Il ne s'agit pas ici de l'intellectualité impliquée dans les théories souvent fort complexes dont est faite l'idéologie.
Celle-ci est l'ensemble des doctrines et des opinions que défendent, concrètement, les hommes politiques de droite. Pratiquement, elle peut apparaitre comme l'essentiel, puisqu'elle se traduit par des actes. Et c'est sans doute par les traits caractéristiques de l'idéologie de droite que la plupart de nos amis seraient tentés de définir l'esprit conservateur.
Cependant, je négligerai dans une large mesure ce dernier aspect du conservatisme, pour m'attacher aux deux autres, où réside la racine même de la mentalité conservatrice. Elles définissent une psychologie qui se trouve en amont des options politiques, dont elle explique les tendances les plus générales, tant sur le plan économique et social que sur le plan international; il serait d'ailleurs bien inutile de revenir sur la critique du système, dont nos colonnes sont remplies. D'autre part, tel jugement émis par un homme politique de droite n'est pas nécessairement le reflet d'un conservatisme radical ; ce qui légitime peut-être l'idée assez répandue que le clivage droite/gauche est une notion dépassée. Mais ce clivage est bien réel en ce qui concerne la mentalité et les grandes orientations politiques qui en découlent (1).
Analyser la psychologie du conservatisme n'est pas une tâche aisée à cause de la pluralité des éléments qui la composent et de la complexité de leurs interactions. Il faut remonter aux racines, et distinguer l'essentiel de l'accessoire. Les études de ce genre sont toujours imparfaites.

L'éthique conservatrice

1. L'univers clos du conservatisme

Le trait essentiel du conservateur, en ce qui concerne l'éthique, les jugements de valeur et les tendances affectives qui y sont liées, me parait être la limitation de ses horizons à un univers clos : ce qui définit d'emblée la parenté de son esprit avec la vieille mentalité tribale et marque son caractère retardataire. Il est attaché par des liens puissants tant à son milieu social qu'à son groupe ethnique. D'où son conservatisme social et son nationalisme (2).
On sait que Bergson distinguait entre la morale close, que le groupe, pour assurer sa survie, impose à ses membres, et la morale ouverte, qui transcende le groupe et se fonde sur les valeurs de l'universalisme. La morale close est celle du nationalisme : une morale qui place la solidarité nationale au-dessus de la justice internationale.

2. L'indifférence et le laxisme de droite

De cette limitation des horizons résulte immédiatement l'indifférence plus ou moins marquée des conservateurs à l'égard du sort des catégories étrangères à leur milieu. J'admets que les hommes sont sincères quand ils prétendent que la gauche n'a pas le monopole des sentiments de bonté et de compassion. Pourtant il est bien clair que leur conception des relations humaines les entraine trop souvent à vouloir ou à tolérer des politiques injustes, voire cruelles.
Cette indifférence, cette insensibilité, occupe une place importante dans l'enchaînement causal : elle favorise, sur le plan intellectuel aussi, les idées fausses et superficielles qui paraissent la justifier. Et nous pouvons parler ici d'un laxisme de droite, qui est indulgence à l'injustice et à la violence. Bien plus grave, en vérité, que celui qu'à tort ou à raison, on reproche si souvent à la gauche au pouvoir (3).
A la faveur de certains chocs qui les ont rendues plus clairvoyantes, des personnes de sensibilité normale ont su réorienter leur opinion. Mais l'insensibilité des conservateurs est un des facteurs qui les rendent peu aptes à évoluer (4).

3. "Les valeurs de droite"

Il est juste de mentionner l'éthique dont se réclament eux-mêmes, pour légitimer leurs options dans le domaine économique, les hommes politiques et les théoriciens de droite, et qui a un impact direct sur leur idéologie. *"Les valeurs de la droite"*, nous dit-on, ce sont les valeurs *"de liberté et de responsabilité",* - à quoi il convient sans doute d'ajouter l'esprit d'entreprise et le dynamisme conquérant.
Leur liberté est le pouvoir qu'ont les privilégiés de la fortune d'agir sans entrave au mieux de leurs intérêts, d'exploiter et de polluer à leur guise, dans une société dominée par les principes du profit et de la concurrence. Quant à la responsabilité, ils la conçoivent sans doute comme l'acceptation par les décideurs des conséquences de leurs actes, mais il leur manque justement de se sentir responsables, à l'égard de leurs semblables, de leurs choix politiques.
Le dynamisme et l'esprit d'entreprise sont des valeurs que nous pourrions approuver, si le goût du risque et de l'aventure qu'ils impliquent le plus souvent pouvait s'accorder avec un respect scrupuleux du droit des autres. L'économie devient un champ clos où s'affirme l'esprit sportif des joueurs. Mais les gagnants se soucient peu, et des maux qu'ils infligent aux perdants, et des intérêts de leurs collaborateurs, sacrifiés aux impératifs de la compétitivité.

(suite page suivante)

(suite de la page précédente)

On voit donc que les valeurs de la droite sont toujours liées peu ou prou au dédain de ce qui est une des valeurs essentielles de la gauche : la justice sociale. Et c'est bien là ce qui nous choque quand nous étudions les travaux de certains théoriciens : les conséquences humaines de leur système paraissent leur échapper ou leur être indifférentes.

(à suivre)

—-

(1) Chacun sait qu'il existe aussi un conservatisme de gauche. C'est là une dérive, incompatible avec le véritable esprit de la gauche, une tentation contre laquelle les militants doivent se prémunir. Une étude approfondie de l'esprit conservateur pourrait être, à ce point de vue, une utile mise en garde.

(2) Le nationalisme se situe normalement à droite, même si la gauche, par une fâcheuse déviation, ne sait pas toujours s'en défendre.

(3) Je ne nie pas que face à la délinquance, certaines politiques pratiquées par la gauche, ainsi que les méthodes de justice, peuvent avoir un aspect laxiste. Gardons-nous toutefois de voir du laxisme dans ce qui est compréhension ; et d'oublier qu'il ne suffit pas de réprimer, mais que tous les moyens de prévenir et de récupérer doivent être mis en œuvre. D'ailleurs certaines tendances de la justice française pourraient nous faire douter du laxisme qu'on lui attribue: Ch. Villeneuve signale *"l'absence de présomption d'innocence"*, et Me Soulez-Larrivière affirme qu'*en France, on préfère un innocent en prison à un coupable en liberté"* ! (article d'A. Woodrow, dans Le Monde de la Télévision du 3-12-91).

(4) Typique à cet égard est la manière dont les combattants ont vécu la guerre de 1914. Beaucoup, qui au début partageaient l'opinion générale, ont été écœurés par la suite, et certains ont décidé de consacrer désormais leur vie à la lutte pour la paix. D'autres, plus conservateurs, n'ont pas évolué, la guerre demeurant pour eux une chose normale.

P.H.

Souscription permanente
"pour que vive La Grande Relève"

J. Rocroy 100 - M. Péron 80 - Mme Couteau 80 - R. Labesse 300 - C. Marthey 500 - Mme Lahens 300 - G. Faure 80.-. J. Demeuris 30 - A. Amico 80 - H Lepeu 60 - Cuisinier 60 - Lucas 240 - M. Oddou 125 - J.-M; Denis 260 - G. Teffe 80 - A. Villegier 130 - Mme Bouchard 130 - Melle Olombel 80 - R. Masson 120 - E. Chauvin 80 - G. Roty-Colard 100 - Guimbretière 80 - J. Delafontaine 200 - Mme Vocant 200 - F. Laumelais 200 - R. Anis 80 - H. dalgon 30 - J. Touraine 30 - R. Villedary 30 - Mme Massat 350 - J.-P. Chaussidon 30 - R. Knoderer 80 - R. Prouteau 30 - P. Ingrain 500 - Mme Bourdoiseau 65 - Melle Corselet 50 - R. Jacobs 170.

Total 4.970 F

Merci à tous !

bloc-notes

Associations et Revues

G.L.E.D
***G**roupe **L**iègeois*
*pour l'**E**conomie **D**istributive*
a publié la brochure
" Muter ou chuter "
et diffuse livres et journaux
distributistes en Belgique.
L. Gosset, 21, rue Charles-Hansez
4630 MICHEROUX Belgique

*

G.S.E.D.
***G**roupe des **S**alariés*
*pour l'**E**conomie **D**istributive*
11, rue St-Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

*

EDEN
***E**quipes pour la **D**iffusion*
*d'une **E**conomie **N**ouvelle*
2, rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

*

UNION PACIFISTE
4, rue L.-Hoche
92100 BOULOGNE

*

CITOYENS DU MONDE
15, rue Victor-Duruy
75015 PARIS

*

CLUB DE L'AN 2000
contact : L. Gilot
12/59, rue de Belfort
92110 CLICHY

*

A CONTRE-COURANT
syndical et politique
4, rue des Iris
52100 SAINT-DIZIER

*

Llaison et Action COntre la FAim
4, sq. Nouveau-Belleville,
75020 PARIS

*

ÉVASIONS
publiée par l'Age du Verseau
"Pour une nouvelle conscience planétaire"
a consacré son numéro de mars 1992 à expliquer ce qu'est l'économie distributive, avec beucoup d'objectivité.
103, Résidence Garderose
33500 LIBOURNE

*

TRANSVERSALES
Sciences-culture
29, rue Marsoulan
75012 PARIS

*

FRAGMENTS
Lettre mensuelle alternative de recherche créditiste
5, passage Fontaine-del-Saulx
59800 LILLE

*

TAM-TAM
33, rue de Rénipont
1380 OHAIN Belgique

*

AGIR ICI
pour un monde solidaire
17, place de l'Argonne
75015 PARIS

*

L'HOMME LIBRE
BP.205
42005 SAINT-ETIENNE

*

LA LUCARNE
11, rue du Monnel
7500 TOURNAY Belgique

*

INFOR VIE SAINE
127, rue de Fernelmont
5020 CHAMPION Belgique

*

La Grande Relève est heureuse de présenter à ses lecteurs un organisme bancaire unique en son genre, en France en tout cas: la Société Financière de la NEF, dont l'un des responsables, *Henri Nouyrit*, ancien dirigeant du mouvement coopératif agricole francais et européen, répond aux questions que nous lui avons posées, en lui offrant ainsi l'occasion d'exposer des principes d'action originaux pour concourir à la transformation de la société contemporaine vers plus de transparence et de solidarité.

Une banque pas comme les autres

Q. - Tout d'abord, la Société Financière de la NEF, est-ce que c'est une banque ?

R. - C'est une société financière coopérative anonyme au capital de 8 millions, fondée sur la loi bancaire de 1984 et affiliée à la Caisse Centrale de Crédit Coopératif. La loi confère à cette forme de société le droit de recueillir de l'épargne et de faire des prêts comme une banque. La particularité d'une société financière, c'est qu'elle ne peut pas ouvrir de comptes à vue, ni délivrer de carnets de chèques. L'épargne qu'elle recoit doit y demeurer au moins deux ans dans un compte de dépôt, lequel peut, par contre, recevoir un intérêt. Du coté des prêts, elle est parfaitement libre de pratiquer les durées et les taux qu'elle juge appropriés.

Q. - Des sociétés financières, il en existe beaucoup. Qu'est-ce qui marque l'originalité de la Société Financière de la NEF ?

R. - Son originalité réside d'abord dans sa finalité. Elle veut être un pont, un lieu de rencontre, entre des personnes ayant un peu d'épargne disponible et des personnes ayant des projets. Les premières veulent que leur épargne soit socialement utile, les secondes ont des projets qui répondent aussi à des critères d'utilité sociale. Dans un certain sens, on réalise ainsi quelque chose qui, par l'esprit, est proche du contrat civique que propose La Grande Relève.

Q. - Mais, concrètement, comme cela marche-t-il ?

R. - Le capital de la Société Financière a été constitué par environ 700 personnes, avec souvent de très petits apports (la part est à 200 F.). Nous avons dû demander un Visa à la C.O.B. pour lancer un appel à souscription pour réunir, au cours de l'année 1988, les 7,5 millions indispensables. Ce capital, qui dépasse aujourd'hui 8 millions, n'est pas rémunéré. Ensuite, ce qui marque l'originalité de la Société Financière de la NEF, c'est d'offrir aux épargnants la possibilité de **choisir** qui et à quoi servira leur épargne. Il leur est aussi proposé de **décider** du taux d'intérêt qu'ils veulent recevoir pour leur épargne, dans une fourchette qui va de 0 à 6 % (légèrement plus dans quelques cas). Le taux demandé est généralement en rapport avec le type d'activité vers lequel les épargnants souhaitent voir orienter leur épargne.

Q. - Vous avez beaucoup de dépôts à 0 % ?

R. - Environ un quart,et cette épargne "désintéressée" marque ainsi son "intérêt" par des investissements culturels, ou aussi dans l'agriculture, domaines dont on sait qu'ils ne dégagent guère de marge de profit. On peut dire que l'esprit associatif qui anime les apporteurs de capital et d'épargne s'étend ainsi jusqu'aux emprunteurs, lesquels doivent d'ailleurs devenir sociétaires, puisque la Société Financière de la NEF a une forme coopérative.

Q. - Vous ne prêtez donc que les fonds d'épargne et de capital que l'on vous confie ?

R. - En effet. Dans la demande d'agrément que nous avons présentée à la Banque de France en décembre 1988, et qui a été acceptée, nous avons déclaré ne pas vouloir recourir au marché financier. Tout l'argent que nous pouvons mettre sous forme de prêts à la disposition de projets que nous souhaitons aider provient des sociétaires et des épargnants qui participent à notre action. Ce faisant, nous avons voulu que l'argent devienne un vrai lien entre les personnes et contribue à la connaissance réciproque. Nous sommes donc aux antipodes de la manière anonyme, et on pourrait dire "égoïste", avec laquelle l'argent est généralement manié.

Q. - Ce parti pris altruiste, et que certains qualifient sans doute d"'idéaliste", ne fait-il pas peser sur la Société Financière de la NEF une suspicion d'amateurisme dans le milieu bancaire ?

R. - Nos partenaires bancaires sont la Caisse Centrale de Crédit Coopératif, à laquelle la Société Financière est affiliée, et la Banque Française de Crédit Coopératif où elle a domicilié ses différents comptes. Nous avons trouvé auprès de ces établissements la plus grande compréhension pour notre démarche et les conseils les plus autorisés qui nous ont permis de créer la Société Financière. Toutefois, la confiance que l'on nous fait disparaîtrait immédiatement si nous faisions preuve d'amateurisme.

Q. - Quelle sécurité la Société Financière offre-t-elle aux épargnants ?

R. - La même sécurité qu'une banque ordinaire, car la Société Financière est soumise aux mêmes règles de prudence et aux contrôles trimestriels exigés par la Banque de France. Dans le cas de la Société Financière, ces contrôles sont délégués par la Banque de France à la Caisse Centrale de Crédit Coopératif.

Q. - Mais votre approche plus "humaniste" des relations avec les emprunteurs ne vous amène-t-elle pas à prendre des "risques" qu'une banque ordinaire ne prendrait pas ?

R. - Non, on pourrait même dire au contraire, car non seulement nous ne devons pas prendre de risques, mais de plus, nous ne **voulons** pas en **laisser prendre** par des emprunteurs mal préparés à assumer leurs engagements. Nous rencontrons toujours personnellement une ou plusieurs fois les porteurs de projets, nous procédons toujours à une étude qui, assez souvent, montre la nécessité d'un travail préparatoire et, parfois, d'une véritable formation des intéressés avant que l'on en arrive au prêt.

Q. - Mais quelles garanties exigez-vous ?
R. - D'abord l'utilité sociale et la bonne gestion ! La bonne gestion, c'est essentiel, même (et peut-être surtout) dans les initiatives "alternatives" que les censeurs attendent toujours au tournant. Donc, nous examinons de très près les comptes et bilans. Quant à l'utilité sociale, elle réside pour nous évidemment dans un certain choix à priori, mais elle se manifeste surtout dans le nombre et la qualité des personnes qui soutiennent un projet. Nous hésitons à soutenir un homme seul, même s'il est génial. Nous l'aidons plutôt à ne pas rester seul, à créer autour de son projet une "enveloppe sociale" qui va le comprendre, le soutenir, et souvent lui permettre de réussir. Cette manière de procéder a d'ailleurs une importance pratique capitale, car nous exigeons toujours que nos prêts soient garantis par des cautions personnelles assez nombreuses pour ne pas être trop lourdes.

Q. - Dans quels domaines intervenez-vous plus particulièrement ?
R. - En un peu plus de trois ans d'activité, un gros tiers des prêts est allé à l'agriculture bio-dynamique et biologique, un autre tiers à des petites entreprises artisanales, commerciales et industrielles ayant des projets socialement intéressants ; enfin, un dernier tiers au domaine culturel : écoles, recherche scientifique, médecine, arts, éditions... La Société Financière ne fait pas de prêts personnels pour des usages privés, mais elle prête à des particuliers pour des finalités professionnelles (agriculteurs, artisans, artistes par exemple), ou pour participer au capital d'une Société que l'on veut aider.

Q. - Quelle est l'importance de vos moyens ?
R. - Ils sont encore très modestes. Le capital, comme nous l'avons déjà indiqué, était au début de l'année de 8,2 millions et, en trois ans, nous avons collecté un peu plus de 7 millions de Francs d'épargne. Nous avons accordé environ 80 prêts pour un montant total de 8 millions de francs. La durée des prêts s'échelonne de quelques mois à 5 ou 7 ans maximum pour le moment, compte tenu de nos ressources.

Q. - Justement, comment trouvez-vous cette ressource d'épargne ?
R. - Dans un premier temps, l'épargne est venue des sociétaires fondateurs, puis peu à peu, le cercle s'est élargi par le bouche à oreille, mais l'expérience acquise permet aujourd'hui de communiquer plus largement et, en effet, la Société Financière a besoin d'accroître sensiblement son volume d'épargne pour pouvoir répondre aux demandes de concours, et peut-être tout simplement au besoin que ressentent beaucoup de gens: établir concrètement un autre rapport avec l'argent et faire servir pratiquement celui-ci à un processus de transformation de la société.

Q. - Justement, pouvez-vous préciser un peu quelle philosophie inspire votre démarche, et en même temps décrypter ce nom énigmatique pour une banque : la Société Financière de la "Nouvelle Economie Fraternelle", puisque telle est la signification de "NEF" ?
R. - La Nouvelle Economie Fraternelle, en abrégé la NEF, est le nom d'une Association créée en 1979 entre des responsables d'écoles Steiner, d'instituts pour handicapés mentaux, des médecins, des artistes, des agriculteurs, des responsables d'entreprises qui voulaient tisser entre eux des relations d'entraide économique et financière en s'inspirant des idées de Rudolf Steiner.

Q. - Quelles sont ces idées ?
R. - Rudolf Steiner (1861-1925) était un scientifique et philosophe d'origine autrichienne dont l'oeuvre est surtout connue d'une part, par le mouvement pédagogique qu'il a suscité à partir de 1919 (il existe des écoles Steiner et des instituts pour handicapés dans une quarantaine de pays) et d'autre part, par la méthode d'agriculture bio-dynamique, dont il a posé les fondements en 1924. Dans le domaine économique et social, la situation chaotique de l'Europe après la première guerre mondiale et les nouvelles crises morales et sociales qu'il pressentait, lui ont fourni l'occasion de proposer des "fondements" pratiques pour tout organisme social sain (qu'il s'agisse d'une entreprise ou d'un Etat). Ces fondements consistent dans l'équilibre toujours fragile, mais indispensable, des trois domaines que sont la vie de l'esprit (création intellectuelle, sciences, arts, religion, etc...) où doit régner la liberté ; le domaine du droit (lois, règles de conduite, vie politique, etc...) où doit régner l'égalité, et dont l'Etat doit être le garant ; et le domaine de l'économie (échanges de biens et services, circulation de l'argent, etc...) où doit prévaloir la conscience de l'interdépendance des agents économiques et la volonté d'en faire bon usage, c'est-à-dire la fraternité. Vous trouverez là l'origine du nom qui vous paraissait mystérieux. Les voies de recherche ouvertes par Steiner ont des retombées pratiques très importantes, notamment en pédagogie, en médecine, en agriculture. Dans le domaine économique et financier, elles s'expérimentent efficacement dans la vie sociale qui se structure autour d'écoles, de fermes, de centres thérapeutiques, d'entreprises, ainsi que dans la pratique d'une activité bancaire, dont la Société Financière de la NEF est une *(suite page 14, à droite)*

Journalistes ?

par René MARLIN

La liberté d'imprimer figure dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789. La liberté de la presse est inscrite dans le préambule de la Constitution Française de 1958 et dans la déclaration universelle des droits humains. Elle a fait l'objet de textes célèbres dont la loi du 29 juillet 1881, l'ordonnance du 26 août 1944 et la loi du 12 septembre 1984 sur le pluralisme et la transparence de la presse ainsi que, plus récemment, les lois des 1er août et 27 novembre 1986 sur la propriété des organismes de presse.
C'est qu'en effet l'information des citoyens est essentielle au fonctionnement de la démocratie, elle en est, ou plutôt en devrait être, l'élément principal.

La diffusion et la concurrence

Depuis les occasionnels, les canards ou les libelles de la fin du 15ème siècle jusqu'aux journaux télécomposés et imprimés automatiquement en quadrichromie d'aujourd'hui, des milliards de lecteurs ont attendu de l'imprimé des nouvelles et des commentaires de plus en plus proches de l'événement. La radio et maintenant la télévision sont venues, par leur rapidité et leur simplisme, compléter et aussi concurrencer la presse écrite de telle façon que l'on peut, à bon droit, parler de surinformation. Non pas que les faits soient mieux expliqués mais surtout qu'ils sont noyés, la plupart du temps volontairement, dans un flot d'approximations, de confusions ou de mensonges destinés à détourner l'attention des lecteurs, des auditeurs et des téléspectateurs.
La rivalité de l'image télévisée fait baisser le tirage des journaux. Le "Petit Parisien" atteint entre 1900 et 1914 le plus fort tirage de la presse quotidienne avec 1,5 M d'exemplaires en même temps que le "Journal" et "Le Matin" tirent chacun à 1 M. Il retrouve ce tirage jusqu'en 1935, date de la création de "Paris-Soir" qui sort lui-même à près de 1,8 M d'exemplaires en 1939. Le "Parisien" ne tire plus qu'à environ 750.000 exemplaires en 1960 et à 380.000 en 1988, soit la moitié et le quart de son tirage d'avant les deux dernières guerres mondiales. Il est rattrapé et même dépassé par "Le Figaro" et "Le Monde".(1).
Les médias de son et d'images animées ont supplanté la presse écrite surtout pour la partie la moins cultivée de la société. Les journaux dits populaires tels que "Le Parisien" et "France-Soir" ont les plus grandes difficultés et s'arrachent les lecteurs restants à coup de jeux, de loteries et de sensationnel. Seuls, les revenus indirects provenant de la publicité leur permettent de vivre, mais ce pactole décroît avec le nombre d'acheteur au numéro ou d'abonnés et varie en fonction des vicissitudes économico-financières. La presse locale et la presse gratuite s'ajoutent à ces ennuis.

Les dérapages et le corporatisme

La recherche de l'exclusivité et de la primeur, du "scoop" suivant le langage franglais en l'honneur chez les journalistes, ne date pas d'aujourd'hui. Le 8 mai 1927, Nungesser et Coli, à bord de leur "Oiseau blanc" tentent la première traversée transatlantique complète, par avion, dans le sens est-ouest. Ils n'atterriront jamais, perdus soit au-dessus de l'Atlantique, soit dans une forêt de l'Etat du Maine aux Etats-Unis(1). Mais plusieurs journaux, anticipant l'événement, annoncent leur arrivée à New-York, photo à l'appui. C'est la "bavure", vite étouffée car la presse est en général très évasive sur les turpitudes des confrères. C'est pourtant l'époque de la "presse pourrie" et de la "presse à scandales" qui n'hésite pas à étaler la vie privée des hommes publics dans leurs colonnes. Plus sérieux, "Le Temps", d'abord catalogué au centre, vire à droite sous l'influence des capitaux du "Comités des Forges", ancêtre du CNPF, et des patrons des Charbonnages.
Les périodes de crise, c'est-à-dire les périodes de vie normale du système capitaliste en dehors des guerres mondiales de leurs préparations ou de leurs suites, sont propices aux batailles sans merci entre journaux et journalistes. Timisoara et sa mise en scène macabre est maintenant avalée depuis longtemps. Patrick Poivre d'Arvor, vedette du 20 heures, qui s'était illustré au temps de Giscard d'Estaing comme étant le seul français à ne jamais avoir entendu parler de l'affaire des diamants, et, en compagnie de Christine Ockrent, par son comportement de matamore ridicule devant Saddam Hussein, récidive, sur un autre registre, par son célèbre faux entretien avec Fidel Castro. Le plus grave, c'est qu'à l'initiative de Gérard Carreyrou, directeur de la rédaction de TF1, les journalistes les plus connus de cette chaîne ont signé une pétition où ils se plaignent de la campagne de dénigrement de "*certains organes de presse*" qui ont pris PPDA pour cible et où ils affirment "*qu'ils continueront à ses côtés d'assurer dans un climat d'amitié leur mission d'information au service des téléspectateurs*...(sic)"(2). Il est vrai que TF1 est la chaîne qui a le plus contribué à la manipulation de l'opinion lors de la guerre du Golfe: déclaration du faux garde du corps de Saddam Hussein, présentation d'aviateurs américains faussement torturés après avoir été descendus, faux oiseaux mazoutés, etc.

Le pouvoir et les limites

Mais notre intention n'est pas de dresser ici la liste noire des journaux et des journalistes. Ce serait très long et il faudrait remettre en cause non seulement l'éthique et la déontologie de la profession, mais la formation des pro-

fessionnels. Les “généralistes” se croient fondés à aborder tous les sujets. Comme la vie de notre société devient de plus en plus complexe, transformée qu’elle est à grande vitesse par la technoscience dont,pour la plupart, ils ignorent tout, les occasions de chûter sont nombreuses. Chacun a pu, dans sa spécialité, relever les erreurs, contre sens ou fautes que l’on peut entendre, tous les jours, sur nos ondes.
Il est vrai que le métier est difficile et dangereux: 45 personnes en sont mortes en 1988, 71 en 1989(3). Saluons donc le courage de ceux qui donnent leur vie pour informer leurs contemporains. Mais cela n’excuse par le corporatisme étroit et pointilleux dont la profession fait preuve. Jean Miot(4) réagissait dernièrement à l’invitation pourtant logique de la Commission de la carte d’identité des journalistes professionnels invitant ses adhérents à faire preuve de vigilance afin d’éviter la cascade de dérapages qui affectent leur crédibilité(5). Des sondages récents ont en effet montré la baisse de confiance des lecteurs en l’objectivité des journalistes et M. Miot se révolte à l’idée que l’on accuse la presse. Pourtant, elle n’est pas, contrairement à ce qu’il croit, au-dessus de tout soupçon.
Le “quatrième pouvoir” justement en raison de son impact sur l’opinion peut et doit être mis en cause, comme toutes les autres institutions. Mais les journalistes sont juges et parties. Comme ils “font l’opinion”, il leur est relativement aisé de se disculper, même lorsqu’ils sont coupables; nous venons de le démontrer. Cela est inadmissible. Ni les journalistes, ni les médecins, ni les hommes politiques ne sont au-dessus des lois. Il y va de l’avenir de la démocratie.

La grandeur et les bassesses

Il faudrait que cesse la tendance des stars du 20 heures à se prendre pour le centre du monde, que se diversifient les invités aux émissions dites culturelles, que finisse la dernière tendance qui consiste en ce que les intervieweurs s’interviewent entre eux comme un chat qui se mord la queue. Il serait bien utile que les responsables d’émission se convainquent qu’ils ne sont que des présentateurs et qu’ils évitent de couper la parole sans raison aux personnes qu’ils interrogent. Il est de plus en plus difficile de tolérer que des antennes publiques servent une propagande ultra-libérale sans aucun droit de réponse possible. Le gouvernement dit socialiste ne devrait pas pouvoir imposer la publicité de marque sur les radios publiques contre la volonté de la représentation nationale.
Beaucoup de journalistes sont animés d’une passion politicienne exagérée, mais nombreux sont ceux qui se discréditent par un nationalisme chauvin, hors de propos. On l’a remarqué lors des J.O. d’hiver où les journalistes sportifs se sont ridiculisés, autant par les espoirs insensés de médailles tricolores qu’ils entretenaient dans l’opinion, que par leur catastrophisme lorsque ces prévisions ne se réalisaient pas. Ce manque de respect pour l’étranger n’est d’ailleurs pas spécial à la France. Il sévit autant en Allemagne et en Angleterre par les critiques sans fondement qui sont développées ,dans la presse populaire à sensation, vis-à-vis de nous et de notre pays. On le voit dans le domaine du sport mais aussi de l’économie, de la politique et des moeurs. Tout cela n’est pas étonnant si l’on remarque que les magnats de la presse sont ou étaient des hommes aussi douteux que Berlusconi, Hersant et Maxwell. Dans ce contexte, seuls les milliardaires disposant du soutien des banques et d’appuis politiques diversifiés peuvent tenter la création de nouveaux journaux. Ceux qui ont essayé de lancer “La Truffe” viennent d’en faire l’expérience après beaucoup d’autres. Nos amis de “La Chôme”(6) ont les plus grandes difficultés. La liberté de la presse, conquête révolutionnaire, a été confisquée, y compris dans ses extensions audiovisuelles, par la haute finance internationale.

Le système et les critiques

Ainsi la presse capitaliste, anglo-saxonne en particulier, n’a pas admis l’impact sur l’opinion atteint par “JFK” le film d’Oliver Stone sur l’assassinat de J.F. Kennedy. Plutôt que de répondre aux arguments développés pendant trois heures qui contribuent à démolir le rapport de la commission Warren d’une manière très convaincante, les journaux et notamment “The Independent” de Londres, préfèrent dénoncer une espèce de maladie de la conspiration dont la société serait atteinte et mentir sur les soit-disants “oublis” du film. On peut les comprendre lorsque l’on constate avec quelle clarté et quelle virulence O. Stone met en cause la mafia texane, le Pentagone et le complexe militaro-industriel dans ce tragique événement de la politique mondiale. Curieuse démocratie américaine où les sondages montrent que 56% des Américains pensent qu’effectivement il y a eu complot. Il faudra peut-être que les archives qui contiennent la vérité soient ouvertes avant le 21ème siècle?...
Mais enfin, pensera le lecteur, nous sommes à la Grande Relève modestement mais quand même des journalistes et nous devrions être atteints des mêmes tares que nos collègues. Peut-être sommes-nous quelquefois, c’est vrai, animés du désir trop ambitieux de soutenir nos thèses contre toute probabilité de réalisation? Peut-être devrions nous adopter cette attitude neutre et douceureuse de ceux qui se satisfont, au fond d’eux-mêmes, des avanies du régime actuel?
Nous sommes en tous les cas protégés des excès par notre état de bénévoles et par nos convictions. La compétition à mort pour la démesure et contre le chômage ne nous atteint pas. Il nous suffit d’essayer de fournir à ceux qui veulent bien nous lire des arguments pour défendre l’économie distributive. Voilà toute notre motivation.
Mais il est exact que nous devons nous battre pour que ce journal vive. Si nos lecteurs le veulent aussi, ils ne doivent pas attendre tout de nous, mais se demander ce qu’ils peuvent donner, chacun de leur *(suite page 14)*

L'intérêt pour votre revue ne s'est jamais démenti. Quel infini plaisir de vous retrouver chaque mois et pouvoir vous lire au cours d'articles remarquables dont la justesse des idées permet à vos fidèles lecteurs d'espérer des jours meilleurs.
Le grand soir n'est pas pour demain: la pseudo gauche a failli.
La surprise n'en est pas une, car les socialistes français et plus principalement leurs décideurs, n'ont jamais caché leurs ambitions personnelles au travers d'une idéologie essoufflée, sans projet de société novateur. Leurs idées se sont arrêtées, pour l'essentiel, sur des valeurs capitalistes.. Ces hommes de la "gauche-caviar" vont vraisemblablement être sanctionnés lors des prochaînes échéances électorales. Triste gâchis, collaboration étroite avec la haute finance, frilosité calculée, ont fait que les classes aisées se sont enrichies encore un peu plus, alors que la pauvreté et la précarité gagnaient du terrain.
Comme quoi, les pauvres ont aussi leur promotion. Les éternels "loosers" vont trinquer durement et rejoindre le flot des laissés-pour-compte, RMIstes et chômeurs, volant indispensable à la survie du libéralisme distingué et qui permettra une conduite vers un clash prochain.
Ainsi va le monde malade de ses profits et de sa surproduction, de ses égoïsmes meurtriers, de son aveuglement pour le "Dieu Fric" que tout un chacun vénère dans un système indécent et gangréné jusqu'à la moelle. Tout le monde en croque parmi nos élites et le mensonge a été érigé en institution. Les affaires succèdent aux affaires, et ce n'est qu'une infime partie de l'iceberg.
Nous vivons dans une pseudo-démocratie où nous

CONFÉRENCES-DÉBATS
"Défense de l'Homme"

salle de la Libre Pensée
10, rue des Fossés Saint-jacques
75005 Paris

Lundi 27 avril à 19 h 30 :

Pollution, problème mondial

par Guy Marchand

(suite de la page précédente)
côté, en initiatives, en temps et en argent pour qu'il en soit ainsi.

---

(1) Renseignements extraits du "Quid". Trud (URSS) tirait à 2M. "La Pravda", "Les Isvestia" (URSS) "Asahi Shimburn" et "Yomiuri Shimbun" (Japon) à près d'1 M tous les quatre. Voir aussi "La presse entre les lignes" par B. Wouts-Flammarion, 1990.
(2) "Le Monde" du 28 janvier 1992.
(3) Dont 15 en Colombie, 11 au Salvador, 7 au Pérou, selon le Quid.7O ou 84 journalistes,selon les sources,auraient été tués en 1991,d'après "Le Monde" du I7 mars I992.
(4) Directeur délégué du Figaro. Président du Syndicat de la presse parisienne (dans "Le Monde" du 11 février 1992).
(5) François Mitterrand s'était permis de remettre Henri Sannier (A2) et PPDA (TF1) à leur place de commentateurs lors de son interview télévisée suite à l'affaire Habache. Il avait justement, à notre sens, accusé l'AFP de manipulation car cette dernière avait lié deux changements dans son état-major avec la même affaire, alors que ces modifications étaient intervenues plusieurs jours avant.
(6) Nouvel hebdomadaire qui a publié plusieurs articles de Marie-Louise Duboin et de la réclame pour la Grande Relève. En vente dans certains kiosques chaque vendredi et- 371 rue des Pyrénées 75O2O-Paris Prix 5 F.

(suite de la page 11)
manifestation. Des banques mettant en oeuvre les mêmes pratiques de transparence, de conscience, dans l'affectation des ressources et de solidarité entre prêteurs et emprunteurs existent déjà dans une vingtaine de pays. Les plus importantes se trouvent en Allemagne et aux Pays-Bas. La Société Financière de la NEF entretient avec elles des liens de collaboration, d'échanges d'expériences et, le cas échéant de solidarité financière.

Q. - Le lien de la Société Financière de la NEF avec les institutions inspirées par la pensée de Steiner signifie-t-il qu'elle travaille principalement pour ces institutions ?
R. - Non, c'est justement pour mettre son expérience à la disposition de toute personne qui pourrait en avoir besoin que l'Association de la NEF a été à l'origine de la création de la Société Financière Coopérative fin 1988.

Q. - Comment peut-on entrer pratiquement en contact avec vous ?
R. - En nous écrivant, nous avons un bureau à Paris et un à Bourbon l'Archambault et une dizaine de correspondants en province, dont nous pouvons communiquer les adresses.

n'avons aucun pouvoir de décision. A quelque niveau que nous soyons, nous restons un pion sur l'échiquier des valeurs, petits pions dérisoires voués à l'échec. Notre lot habituel reste l'exclusion et le rejet systématique.
Nous faisons partie d'une machine économique, producteurs de plus value et souvent de richesses diverses, mais expulsés du moindre grain de sable qui contrarie les courbes de profits.
Si nos politiques, dans leur quasi-totalité, ont échoué, que penser de nos intellectuels dont font partie les économistes ? Beaucoup de vacuité, du nombrilisme et de la mégalomanie conduisent leurs idées que certains retournent comme des vestes réversibles ; girouettes de la pensée, aucun complexe ne les trouble. Hypermédiatisés, nous écoutons leurs sempiternels discours dans l'indifférence. L'ennui règne et le désintérêt frise la désaffection pour tout le microcosme politique. Rien de nouveau à attendre de ces hommes accrochés avant tout à leurs privilèges, qui sont grands.
L'originalité ou le courage des idées, au-delà des mots bien alignés, ne sont pas porteurs. Normal, car parmi nos élites de tout poil, personne ne souhaite scier la branche dorée sur laquelle il est assis.
Et vos idées, aussi novatrices soient-elles, ne peuvent que se heurter au mur du refus poli.
Certes il faut vivre de plus en plus d'utopies car elles seules sont source d'idées nouvelles et d'espérance.
Vos théories remarquables progressent et constituent un contre-pouvoir intellectuel.
Nos concitoyens n'en sont pas suffisamment imprégnés. Or le salut pour les transformations vers une économie distributive ne pourra se concrétiser que par la révolution des consciences.
Voilà la noble ambition à laquelle vous vous êtes attachés. Nos cœurs continuent de battre au rythme de nos folles espérances.
Souhaitons que nos idées progressent dans les cerveaux chloroformés volontairement. La multitude sortira forcément de sa langueur.
Et puis les masques commencent à tomber…
Notre espoir réside dans cette prochaine redistribution des cartes…

C.L.,Andilly

***

De critique il n'y a pas : la critique étant facile et l'art difficile ; je vous félicite même pour la teneur de la Grande Relève à laquelle je suis abonné depuis les années 50 ; aussi tenace à la lire que vous à l'éditer, elle reste ma lecture prioritaire. Merci d'avoir fait de moi un homme clairvoyant : elle m'aide à répandre autour de moi nos idées, hélas, sans beaucoup de succès, je crois.
Faudrait-il encore plus de misère pour que les hommes comprennent que l'ennemi commun est le capitalisme?
J'admire votre esprit Don Quichotte et reste fidèlement votre Sancho Pança.

M.S.,Tourettes-sur-Loup

Profitant de votre offre généreuse, je vous demande de bien vouloir assurer comme nouvel abonné le Syndicat du Livre CGT de Bordeaux.
Durant mon activité professionnelle (correcteur au journal Sud-Ouest), j'ai eu l'heureuse possibilité de faire connaître nos thèses abondancistes. Durant plusieurs décennies, tous les numéros du "Livre bordelais", organe syndical du Livre CGT de Bordeaux, ont inséré mes papiers développant les promesses de l'économie distributive de notre grand Jacques Duboin. Profitant de ma situation de délégué au Comité d'entreprise de "Sud-Ouest" et puissamment épaulé par mon syndicat du Livre, j'ai pu faire insérer bien des papiers concernant nos thèses. Malheureusement, depuis mon départ à la retraite et la mort de M. Jacques Lemoîne, directeur de "Sud-Ouest" (que j'ai eu la possibilité d'instruire de nos thèses), mes papiers n'ont jamais été publiés (sauf un seul pourtant), et l'organe syndical n'a plus les mêmes possibilités d'insertion…
J'espère que la lecture de notre "Grande Relève" aidera puissamment les nouveaux responsables du syndicat dans leur tâche toujours plus difficile…
Leur ayant déjà fourni vos deux magnifiques brochures, je vous demande de bien vouloir expédier au syndicat (nouvel abonné) les brochures "Les yeux ouverts" et "Un socialisme à visage humain".

R.L.,Le Haillan

Notre Réponse : Enregistré. Une initiative à imiter…

Des lecteurs de la région Midi-Pyrénées (Ariège) souhaitent établir des contacts avec des personnes inéressées par l'économie ditributive. Ecrire au journal, qui transmettra.

Aux Etats Généraux de l'Espérance, j'ai fait ce que j'ai pu : prise de parole, brève, lors des séances de travail, discussions et vente de la brochure , distribution de tracts.
Ci-joint…la lettre d'un certain J.Q., qui montre que mon idée (recrutement d'abonnés par le contact de gens sensibilisés écrivant aux différents "Courriers des lecteurs") est bonne. Vous avez passé un petit mot à ce sujet , mais sans préciser qu'il était assez aisé de retrouver l'adresse des gens à l'aide du Minitel.

R.B.,Boisemeont-Cergy

Notre Réponse.: Voilà qui est fait.

***

Les tergiversations de nos dirigeants européens m'ont rappelé une phrase de J. Duboin (lors d'une réunion après le traité de Rome) sur les boiteux se donnant le bras pour boiter en cadence. Ils n'ont même pas trouvé la cadence depuis plus de trente ans..

R.S, Albert

◊ Pour votre propagande,

.deux rééditions de livres de Jacques DUBOIN :

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

écrit en 1935, dans un style caustique mais plein d'humour, pour dénoncer le conservatisme des économistes classiques,

et **LES YEUX OUVERTS**

où sont expliqués simplement les mécanismes de la création monétaire par les banques de crédit.
Deux livres qui sont toujours d'actualité !
(65 F franco, chacun des deux volumes).

.une brochure à faire lire :

L'ECONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant les thèses distributistes. Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques. (22 F pièce, franco)

◊ Pour votre réflexion personnelle, un roman :

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails.
(Edition Syros, 300 pages, 85 F, franco).

◊ Pour animer une discussion :

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

le texte d'une conférence d'André PRIME

- en une brochure rédigée dans le style de la conversation, (36 pages, 20 F, franco),.

- sur une cassette audio enregistrée pour vous servir d'introduction quand vous voulez amener quelques amis à discuter (durée 50 minutes, prix 70 F avec la brochure, franco).

◊ Pour offrir un résumé rapide de nos thèses :

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

un numéro hors série (Janvier 1992), permettant de prendre rapidement connaissance de nos propositions, (16 pages, 25 F franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.

Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris